

L'Éthiopie à la croisée des chemins (3/3) :

l'apartheid de Zenawi

[Grégoire Lalieu](#) / [Mohamed Hassan](#)



- **« Si vous parlez de démocratie, ils vous tuent. Si je retourne en Éthiopie, peut-être qu'ils vont me tuer, ou me mettre en prison. »** Après avoir décroché la médaille d'argent au marathon des Jeux olympiques de Rio, Feyisa Lilesa a braqué les projecteurs sur l'Éthiopie. Il aura fallu que ce coureur franchisse la ligne d'arrivée en croisant les bras au-dessus de la tête pour que les médias s'intéressent un peu aux manifestations sévèrement réprimées qui font trembler le régime depuis plus d'un an. Comment l'Éthiopie a-t-elle sombré dans une nouvelle dictature après s'être délivrée de Sélassié et de Mengistu ? La famine sévit toujours ; la faute aux phénomènes climatiques ou au programme de location des terres qui brade les richesses du pays aux multinationales de l'agrobusiness ? Meles Zenawi était-il vraiment un dirigeant africain admirable qui s'est battu pour *« sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté grâce à son action en faveur de la sécurité alimentaire »*, comme l'a déclaré Obama ? Pourquoi un milliardaire saoudien, originaire d'Éthiopie, a-t-il versé un chèque de deux millions de dollars à la Fondation Clinton ? Dans cette dernière partie de notre entretien, Mohamed Hassan dévoile les enjeux d'une crise qui pourrait radicalement changer le visage de l'Éthiopie. Il en appelle à l'union des forces progressistes éthiopiennes pour sauver le pays de l'implosion.

En 1991, le lieutenant-colonel Mengistu est renversé après dix-sept années de pouvoir. Le Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF) a largement

contribué à la chute du dictateur en combattant l'armée du Derg aux côtés des Érythréens. Ce mouvement d'opposition réclamait alors l'indépendance du Tigré. Mais lorsque Mengistu s'enfuit, Meles Zenawi, le leader du TPLF, s'installe à Addis-Abeba. Pourquoi ?

L'historien britannique Eric Hobsbawm a réalisé une étude très intéressante du banditisme[1]. Il distingue tout d'abord les bandits des criminels des bas-fonds, le banditisme social constituant « *un défi de principe pour l'ordre établi de la société de classes et pour son fonctionnement politique, quels que soient les arrangements qu'il trouve en pratique avec les deux.* » Hobsbawm ajoute que les bandits « *partagent les valeurs et les aspirations du monde paysan et, en tant que hors-la-loi et rebelles, sont généralement sensibles à ses poussées révolutionnaires.* » En s'appuyant sur de nombreux exemples, l'historien démontre ainsi que les bandits et les révolutionnaires sont semblables à bien des égards. Mais il y a quand même un aspect fondamental qui différencie les deux selon Hobsbawm : contrairement aux révolutionnaires, les bandits n'ont pas vraiment de projet de société. Si je vous explique cela, c'est parce qu'en Éthiopie, Zenawi et le TPLF n'étaient pas des révolutionnaires, mais des bandits.

Ils tenaient pourtant un discours très engagé...

Mais ce jargon n'a servi qu'à masquer le vide abyssal de leur projet. L'idée de Zenawi était simple : d'abord, prendre la capitale Addis-Abeba et ensuite, organiser un referendum qui aurait accordé l'indépendance au Tigré. Mais qui aurait accepté cela ? Certainement pas la communauté internationale. Et encore moins l'Organisation de l'Unité Africaine qui tenait au strict respect des frontières du continent de peur de voir l'Afrique s'embraser.

L'idée de Zenawi était donc simple sur le plan théorique. Mais en pratique, elle était difficilement réalisable. Un autre facteur va le faire changer d'avis : le soutien des Etats-Unis. En effet, le rebelle du Tigré avait l'opportunité de prendre les rênes de l'Éthiopie plutôt que d'arracher l'indépendance de sa région. Et Washington l'a soutenu dans le premier choix.

Comment Zenawi était-il entré en relation avec les Etats-Unis ?

Mengistu était soutenu par l'Union soviétique. Si bien que Washington s'intéressait aux mouvements qui combattaient le principal allié africain de Moscou. Le TPLF a ainsi noué de nombreux contacts avec les Occidentaux, principalement les Etats-Unis. Les ONG présentes dans la région ont facilité les choses. Sous couvert d'actions humanitaires, elles étaient actives dans le maquis et pouvaient jouer les intermédiaires entre la rébellion du Tigré et les autorités US. C'est d'ailleurs

comme ça que Zenawi a rencontré l'une de ses meilleures amies, Gayle Smith. Elle travaillait pour l'une de ces ONG présentes au Tigré durant la guérilla. Récemment, Obama l'a nommée à la tête de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Officiellement, cet organisme a pour mission d'aider les pauvres, de promouvoir la démocratie et de secourir les victimes de catastrophes naturelles. Dans les faits, l'USAID travaille avec le Département d'État et la CIA pour mener toute une série d'opérations sales. Particulièrement active en Amérique latine, cette agence s'est notamment illustrée lors de la tentative de coup d'État contre Hugo Chavez en 2002. Je ne suis pas étonné que la meilleure amie de Zenawi se soit retrouvée à la tête de cette organisation.

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils misé sur le TPLF, une organisation maoïste devenue pro-albanaise ?

À la fin des années 80, le régime de Mengistu était à l'agonie. Ce régime pseudo-marxiste était l'un des principaux alliés africains de l'Union soviétique. Il avait par ailleurs nationalisé de vastes pans de l'économie éthiopienne alors que l'empereur Sélassié avait ouvert le pays aux multinationales. Avec la chute du Derg, les Etats-Unis pouvaient espérer récupérer l'Éthiopie dans leur cercle d'influence. Encore fallait-il miser sur le bon cheval pour remplacer Mengistu.

Pour les Etats-Unis, la situation rappelait furieusement la montée au pouvoir de Sélassié. Souvenez-vous, nous avons vu dans la première partie de cet entretien comment le Département d'État avait trouvé un client idéal en la personne de Sélassié. C'était un jeune régent, imbu de sa personne et qui manquait cruellement d'analyse politique. Avec un tel dirigeant à la tête de l'Éthiopie, les Etats-Unis pouvaient espérer faire fructifier leurs intérêts dans ce grand pays d'Afrique. Ils ne seront pas déçus. La parenthèse du Derg a compromis les relations américano-éthiopiennes. Mais avec Zenawi, la chance souriait à nouveau aux Etats-Unis. En effet, les cadres du TPLF n'avaient pas une bonne connaissance de l'Éthiopie et de ses différentes régions. Leurs discours pseudo-marxistes masquaient un manque cruel de perspectives. Ils étaient vindicatifs, mais n'avaient pas de véritables projets. Leurs saillies contre l'impérialisme résonnaient faussement et leur compréhension du monde était très pauvre. Enfin, les bandits du TPLF étaient des girouettes qui gobaient tout ce qu'on leur donnait. Ils passaient ainsi d'un courant marxiste à l'autre. Et si Ben Laden avait envoyé une délégation auprès de Zenawi, le TPLF serait probablement devenu la branche chrétienne d'Al-Qaida dès le lendemain. La vacuité et la versatilité de ces bandits en faisaient de potentielles marionnettes de l'impérialisme US. Une fois de plus, les Etats-Unis ne seront pas déçus.

Zenawi prend donc le pouvoir en Éthiopie, mais sans véritable projet. Y a-t-il malgré tout des changements ?

Le changement le plus notable est apporté à la structure de l'État. Avancé sous la couverture de la coalition du Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens (EPRDF), le TPLF a introduit le fédéralisme ethnique en Éthiopie. Nous l'avons vu, le centralisme du Derg et son chauvinisme Amhara avaient engendré une multitude de mouvements de résistance basés sur des identités ethniques. Partant de là, le TPLF pensait résoudre tous les problèmes de l'Éthiopie en divisant le pays en neuf États régionaux disposant d'une relative autonomie.

Évidemment, la tâche était complexe. L'Éthiopie est composée de nombreuses nationalités qui ne restent pas cantonnées dans des territoires strictement définis. Il y avait des déplacements de population et des mariages interethniques qui n'arrangeaient rien à l'affaire. Malgré tout, partant du travail de l'Institut des nationalités mis sur pied par Mengistu, une Commission spéciale créa neuf régions, appelées kilils. Le critère déterminant était la langue. La délimitation de ces territoires devait nécessairement amener des conflits. Mais dans un premier temps, ces problèmes étaient mis de côté.

Comment les différentes nationalités éthiopiennes ont-elles accueilli ce nouvel État fédéral ?

Plutôt bien au départ. Sous le Derg, l'égalité des nationalités était restée un vœu pieux. Par ailleurs, l'Éthiopie n'avait connu que des pouvoirs extrêmement centralisés depuis son unification. Mais voilà que la nouvelle Constitution du TPLF proclamait : « *Tout pouvoir souverain réside dans les Nations, Nationalités et Peuples d'Éthiopie* ». Chaque région était invitée à élire ses propres représentants et à établir ses propres institutions gouvernementales sur son territoire. Cette décentralisation offrit des opportunités aux diplômés des nationalités vivant dans la périphérie. L'administration publique devenait un nouvel eldorado pour ces jeunes relativement éduqués qui n'avaient jamais pu espérer prendre l'ascenseur social lorsque le pouvoir était monopolisé par l'élite Amhara.

Toutefois, la réforme buta sur quelques obstacles. D'abord, il suffisait parfois de savoir lire ou écrire pour se démarquer des autres et intégrer la fonction publique. Dans certaines régions, des personnes qui n'en avaient pas vraiment les compétences se sont donc retrouvées à occuper des postes importants. Cela pénalisait le fonctionnement de l'administration évidemment. Des rivalités claniques ont également éclaté par endroits. Quand ce n'était pas la corruption qui se développait. Ensuite, il y avait une marge énorme entre la théorie et la pratique. Comprenez par là que, dans les faits, le TPLF n'entendait pas partager

équitablement le pouvoir avec les entités fédérées. Comme le pointe l'historien John Markakis, le financement des régions offre un test de vérité sur la décentralisation du pouvoir : « *Sous les régimes précédents, le système fiscal éthiopien était très centralisé. Près de 80 % des revenus de l'État étaient collectés par Addis-Abeba à travers des taxes sur le commerce extérieur et des contributions indirectes sur la production intérieure. [...] Le rapport entre le centre et les régions n'a pas changé avec le changement de régime. Au contraire, il est devenu plus déséquilibré. Les données fiscales de 1995 ont montré que le gouvernement central recevait environ 83,7 % de tous les revenus nationaux et 91,13 % de l'ensemble des revenus qui comprenaient notamment l'aide extérieure. Cela, alors que la charge pour l'approvisionnement des services sociaux, y compris la santé et l'éducation, était passée du centre aux kilils [gouvernements régionaux, NDLR]. Près de la moitié des dépenses des kilils (ordinaires et extraordinaires) et moins de 10 % des dépenses du gouvernement central vont aux services sociaux. Si bien que les kilils ne sont capables de financer que moins de la moitié de leurs dépenses ordinaires et rien de leurs dépenses extraordinaires à partir de leurs propres ressources. Et ils restent lourdement dépendants des subsides d'Addis Abeba.* »[\[2\]](#)

Le fédéralisme n'a donc pas garanti la démocratie en Éthiopie ?

Tout d'abord, le fédéralisme n'est pas un remède miracle que l'on prescrit à n'importe quel pays en crise. Le fédéralisme s'inscrit dans un processus historique. Ça n'a rien à voir avec la langue et ça fonctionne dans le sens de l'unification. L'Histoire nous montre ainsi que des fédérations sont nées et sont devenues redoutablement efficaces après que des entités séparées avaient décidé de s'unir pour être plus fortes. Par contre, dans l'autre sens, les résultats ne sont pas probants. Si vous introduisez le fédéralisme pour diviser un État qui était uni, et si vous le faites de surcroît sur une base linguistique, le processus va conduire à l'échec. L'exemple de la Belgique est interpellant. Le fédéralisme y a considérablement compliqué le paysage institutionnel. On compte plus de soixante ministres pour onze millions d'habitants. C'est énorme ! Et ce n'est pas parce les ministres sont nombreux que le pays tourne mieux. Au contraire, cela a tendance à compliquer les choses. Par exemple, lors de la COP21, la Belgique est apparue ridicule, car les quatre ministres de l'Environnement que compte le pays ne parvenaient pas à trouver un pré-accord avant de participer à la conférence de Paris. De fait, les Flamands trouvaient que le compromis leur était défavorable. C'est que le fédéralisme n'a pas du tout permis de résoudre les problèmes communautaires. Quarante ans après le découpage institutionnel du pays, on parle régulièrement d'un possible éclatement de la Belgique.

Belgique et Éthiopie, même combat ?

En Éthiopie, le fédéralisme a également introduit des divisions sur des bases linguistiques. Mais les problèmes ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en Belgique. Mengistu avait refusé d'appliquer l'égalité des nationalités car il la percevait comme une menace pour l'unité de l'Éthiopie. Le TPLF a par contre intégré ce principe d'égalité et l'a appliqué à travers le fédéralisme. Mais le fédéralisme selon Zenawi peut être résumé comme ceci : vous avez un beau poulet sur la table, vous prenez les meilleurs morceaux et vous donnez les restes aux autres. C'est ce qui s'est passé après la chute de Mengistu. Au nom du fédéralisme, les Tigré du TPLF ont dit aux différentes nationalités : « *Retournez dans votre région. Nous, nous allons nous asseoir à Addis et nous allons manger les meilleurs morceaux du poulet éthiopien* ». C'est une forme de colonialisme inversé.

Après Sélassié et Mengistu, l'Éthiopie devait donc sombrer dans une nouvelle dictature ?

Au-delà des beaux discours, une démocratie de façade s'est ainsi installée après la dictature militaire. En théorie, tous les Éthiopiens devaient avoir voix au chapitre et le pouvoir devait être partagé. En pratique, le TPLF, caché derrière la coalition de l'EPRDF, imposait sa volonté à tous. Par exemple, la Constitution prévoyait qu'un référendum pour l'autodétermination pourrait être organisé si 51 % des élus d'un parlement régional en faisait la demande. L'occasion s'est présentée dans la Région somali. Mais à la demande de referendum, le TPLF a répliqué en incarcérant une bonne partie des parlementaires somali. Pas question que la région devienne indépendante !

L'exemple des Oromo est également interpellant. Ils constituent la principale ethnie d'Éthiopie, représentant plus de 35 % de la population. Mais leur histoire est assez singulière. Bien que majoritaires, les Oromo ont toujours été marginalisés par le pouvoir central. L'absence historique d'un sentiment nationaliste fort et le manque de cohésion culturelle n'aidant pas ce groupe à peser de tout son poids démographique. « *À mesure que les pasteurs oromo se dispersent, acquièrent de nouveaux territoires et se mêlent à leurs vaincus, ils se détachent de leurs traditions d'origine, se désolidarisent les uns des autres et n'entretiennent plus que des relations épisodiques avec leur terre natale, l'actuel Borana où quelques tribus restent fidèles aux traditions anciennes*, notait Jacques Bureau. *À terme, les Oromo seront chrétiens ou musulmans, divisés en royaumes ou en sociétés segmentaires.* »

[\[3\]](#)

Le TPLF se méfiait-il tout autant des Oromo ?

Oui, car leur poids démographique est une menace pour un pouvoir minoritaire comme celui du TPLF. D'autant plus qu'avec le temps et la répression du pouvoir

central, le nationalisme oromo s'est développé. Les Oromo avaient leur mouvement de résistance contre le Derg, le Front de Libération Oromo (OLF). Un mouvement que Zenawi a tenté de contrebalancer en créant sa propre marionnette, l'Organisation démocratique des peuples Oromo (OPDO). Mais l'OLF est dans le cœur des Oromo, contrairement à l'OPDO qui est à juste titre perçu par la plupart comme un instrument du TPLF. En 1992, des élections régionales étaient organisées et Zenawi savait que l'OLF remporterait largement le scrutin en Oromia. Il a donc triché pour écarter l'OLF. Aujourd'hui, cette organisation vit en exil.

Le marathonien Feyisa Lilesa est d'origine Oromo.

À défaut d'assurer une représentation démocratique des différentes nationalités éthiopiennes, le fédéralisme ethnique était donc un instrument de pouvoir pour Zenawi ?

Exactement. Vous connaissez le vieil adage colonial : diviser pour régner. Zenawi a appliqué la même chose en Éthiopie. Il a tout fait pour saper le sentiment d'appartenance à la nationalité éthiopienne et diviser le peuple. Par exemple, la coalition au pouvoir de l'EPRDF comptait en son sein le Mouvement Démocratique des Peuples éthiopiens (EPDM), formé par d'anciens étudiants révolutionnaires. Avant les élections de 1995, Zenawi leur a dit qu'ils devaient changer de nom et devenir une organisation amhara. Des cadres de l'EPDM ont protesté car ils se sentaient Éthiopiens avant tout. Mais Zenawi leur a forcé la main. Le Mouvement Démocratique des Peuples éthiopiens est devenu le Mouvement national démocratique Amhara (ANDM). Ceux qui faisaient partie de l'EPDM mais qui n'étaient pas Amhara ont été renvoyés dans leur région d'origine où ils devaient créer de nouvelles organisations ethniques.

Zenawi a dirigé le pays depuis la chute du Derg en 1991 jusqu'à sa mort en 2005. Son parti a toujours remporté les élections avec des scores douteux. Pourquoi les Etats-Unis, qui se présentent comme les champions de la démocratie dans le monde, ont-ils fait de cette Éthiopie un allié stratégique ? Ont-ils fermé les yeux sur les dérives dictatoriales de Zenawi pour garantir la stabilité de la Corne de l'Afrique ?

La Libye était stable avant que l'Otan ne soutienne un soulèvement armé dans l'est du pays. Depuis, le pays a sombré dans le chaos. De fait, la stabilité des pays du sud n'est pas spécialement un objectif poursuivi par les Etats-Unis. La stabilité ne vous met pas à l'abri des bombardiers US. Et ce n'est pas pour la stabilité que les Etats-Unis ferment les yeux sur les dérives de leurs alliés, fussent-ils de terribles dictateurs. Si vous comparez la liste des pays qui sont attaqués par les Etats-Unis à

la liste des pays qu'ils soutiennent, vous remarquerez que la stabilité et la démocratie ne conditionnent pas les relations de Washington avec le reste du monde. L'Arabie saoudite et le Qatar sont des dictatures mais comptent parmi les amis proches des Etats-Unis. Le Chili d'Allende ou le Venezuela de Chavez étaient des démocraties mais cela n'a pas empêché la CIA d'y organiser des putschs. Israël est une source d'instabilité au Moyen-Orient mais Obama dit : « *Israël est un de nos alliés les plus forts* ». Les Etats-Unis ont par ailleurs dévasté des pays comme l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie, faisant du Moyen-Orient une région chaotique où les groupes terroristes prospèrent. Et ils ne sont pas plus intéressés par la stabilité de la Corne de l'Afrique. L'impérialisme US a créé des problèmes au Soudan, jusqu'à diviser le pays. Il a également empêché la Somalie de se reconstruire, mandatant l'armée éthiopienne pour combattre les shebab somaliens. Enfin, Washington cherche à déstabiliser à coups de sanctions l'Érythrée car ce pays a le malheur de refuser les plans de la Banque mondiale et du FMI.

Si ce n'est ni la stabilité, ni la démocratie, qu'est-ce qui motive les relations diplomatiques des Etats-Unis ?

Les enjeux économiques priment avant tout. Si vous vous alignez sur la politique étrangère US et que vous contribuez à défendre les intérêts de l'impérialisme, vous serez un ami. Si vous ouvrez votre pays aux multinationales, si vous privatisez tout ce qui bouge et si vous placez vos économies dans les banques occidentales, vous serez un ami des Etats-Unis. Suivez à la lettre les conseils de la Banque mondiale et du FMI, Barack Obama vous rendra un vibrant hommage lors de vos funérailles.

Justement, à la mort de Zenawi, Obama n'a pas tari d'éloges : « *Le Premier ministre Meles mérite d'être reconnu pour avoir contribué toute sa vie au développement de l'Éthiopie et en particulier pour son engagement indéfectible auprès des pauvres d'Éthiopie. J'ai rencontré le Premier ministre Meles au sommet du G8 en mai dernier et je rappelle mon admiration personnelle devant son désir de sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté grâce à son action en faveur de la sécurité alimentaire* » [4]. Manifestement, sur le plan économique, Zenawi avait donné entière satisfaction à son allié US...

La stratégie économique du TPLF a connu de multiples changements. Le mouvement était parti d'une ligne maoïste vers une ligne albanaise. Mais dans le courant des années 90, il changeait à nouveau son fusil d'épaule et adoptait le concept de « démocratie révolutionnaire ». L'idée du TPLF était de se constituer une large base sociale parmi les paysans. Zenawi et son équipe montraient alors un profond désintérêt pour les grandes villes comme Addis-Abeba qu'ils considéraient comme des concentrés d'Amhara chauvinistes et de nationalistes Oromo. Ils

estimaient que les citoyens ne pourraient jamais les comprendre. Autant travailler avec les paysans.

Ce nouveau changement devait aussi amorcer le rapprochement de l'Éthiopie avec l'Occident. Le TPLF abandonnait progressivement ses effrayants concepts marxistes-léninistes dans l'espoir de devenir plus respectable. Un document de travail de l'EPRDF de 1993 l'explique d'ailleurs très clairement : « *Deux raisons fondamentales font qu'il n'est plus possible ou plus nécessaire de continuer à indiquer dans notre Programme que les droits du peuple continueront à être respectés entièrement et que ceux de l'opresseur seront supprimés. Tout d'abord, une telle approche serait inacceptable aux yeux des démocraties occidentales et conduirait à une féroce opposition de la part de l'impérialisme... La seconde raison est qu'il est possible d'assurer les droits humains et démocratiques des masses sans supprimer tous les droits des oppresseurs.* » [5]

Concrètement, sur quoi devait déboucher ce nouveau concept de démocratie révolutionnaire ?

Le TPLF reprenait des idées du Derg en les formulant autrement. Concrètement, les objectifs étaient 1. Développer l'agriculture, principal secteur économique 2. Dégager des excédents 3. Amasser des capitaux et des devises étrangères 4. Acheter ce qui manque à l'Éthiopie.

Mais le TPLF avait aussi son propre agenda régional. Son objectif personnel était d'industrialiser la région du Tigré. Cette région était extrêmement pauvre. Il n'y existait rien. Mais en profitant de sa position dans le gouvernement central, le TPLF entendait capter les investissements pour développer une base industrielle dans sa région et alimenter cette industrie avec les matières premières qu'il siphonnerait dans le reste du pays. Le Tigré deviendrait ainsi une région prospère qui dominerait les autres marchés éthiopiens.

Ça n'a pas fonctionné. D'abord parce que le TPLF considérait les paysans comme une classe sociale homogène malgré les grandes disparités qui traversent le pays. Comme Sélassié et comme le Derg, le TPLF n'a donc pas réussi à faire décoller la production agricole. Ensuite, le TPLF manquait d'ingénieurs spécialisés et de personnel compétent pour développer des industries dans le Tigré. La démocratie révolutionnaire à la sauce Zenawi n'a pas pris.

Le TPLF a-t-il alors changé son fusil d'épaule, une fois de plus ?

Le TPLF a commencé à créer des problèmes. L'élite économique du Tigré voulait dominer l'Éthiopie, mais enchaînait les déconvenues. Elle s'est donc attaquée à l'Érythrée car il lui fallait un bouc-émissaire. Depuis que l'ancienne colonie avait

obtenu son indépendance en se battant aux côtés du TPLF pour faire tomber Mengistu, une zone de libre-échange avait été instaurée entre l'Éthiopie et l'Érythrée. La page était tournée et tout le monde pensait que les deux pays pourraient s'engager dans de meilleures relations. Mais, selon l'élite économique du Tigré, l'Érythrée étant plus avancée sur le plan industriel, la zone de libre-échange était défavorable à l'Éthiopie. Le TPLF a commencé à faire de la propagande contre l'Érythrée, ses dirigeants ont créé de faux problèmes et une guerre a finalement éclaté en 1998 pour une histoire de frontière. Le conflit a pris fin deux ans plus tard, avec les accords d'Alger. Une commission internationale a tranché le différend frontalier. L'Érythrée a immédiatement accepté le verdict. L'Éthiopie a mis par contre beaucoup de temps pour reconnaître les conclusions de la commission internationale. Toutefois, la tension entre les deux frères ennemis restera palpable. De nouveaux affrontements ont d'ailleurs éclaté en juin 2016.

Ce conflit persistant avec l'Érythrée démontre que le TPLF est une organisation incapable de résoudre ses contradictions démocratiquement. Le parti cherche la confrontation plutôt que le dialogue. Et cela vaut aussi pour son organisation interne. Une révolte a d'ailleurs éclaté dans les rangs du TPLF à la fin des années 90. Des membres du bureau politique ont tenté de renverser Zenawi. Ils ont même dirigé le pays entre 1998 et 2001. Le leader du TPLF a fini par reprendre la main en jetant ses opposants en prison et en raffermissant davantage son autorité. Mais le parti était en crise. C'est à ce moment que Zenawi a adopté une nouvelle idéologie, le *Developmental state*.

Un échec de plus ?

Pour l'Éthiopie, oui. Pour les comptes en banque des dirigeants du TPLF, non. La démocratie révolutionnaire n'avait pas fonctionné, car le gouvernement n'était pas parvenu à stimuler suffisamment la production agricole. Alors, plutôt que de concentrer ses efforts sur les paysans, le TPLF a directement misé sur les terres. L'Éthiopie est un grand pays qui dispose d'importantes capacités agricoles. Le gouvernement a tiré avantage de cette situation en louant les meilleures terres à des compagnies privées pour une exploitation purement commerciale.

Voilà qui tranche avec la politique agricole du Derg...

Au départ, le TPLF prétendait mener sa politique agricole dans la lignée du Derg. Mengistu avait mis fin aux privilèges des propriétaires terriens en allouant des terres aux petits paysans. Cette politique agricole était reprise dans la Constitution de 1995. Mais une nouvelle clause apparaissait : pour des raisons d'intérêt général, la terre pourrait désormais être expropriée par l'État. À la fin des années 90, Zenawi a donc commencé à chasser des paysans de leur terrain pour mettre en

place un vaste programme de location des terres arables avec un prix de rente extrêmement faible, des exemptions de taxes et toute une série d'avantages fiscaux directs et indirects.

Avec des conditions aussi attractives, les terres agricoles d'Éthiopie sont devenues un nouvel eldorado pour les multinationales de l'agro-alimentaire. Des compagnies privées indiennes, malaisiennes, chinoises ou turques sont particulièrement actives dans ce secteur. Israël est également présent, tout comme des compagnies occidentales qui produisent notamment des agro-carburants. Plus d'un millier d'investisseurs étrangers ont ainsi été recensés dans les campagnes d'Éthiopie. L'un des plus importants est sans doute Mohammed al-Amoudi. Moitié éthiopien, moitié saoudien, il est le riche propriétaire de Saudi Star, une compagnie mandatée par la monarchie saoudienne pour cultiver du riz destiné à l'exportation vers l'Arabie saoudite. Les contrats de location portent sur des périodes reconductibles allant de 25 à 45 ans. Dans un premier temps, les régions étaient autorisées à négocier ces contrats avec les investisseurs privés. Mais le gouvernement s'en est depuis lors arrogé le droit exclusif. Signe que l'ethno-fédéralisme ne tient pas à grand-chose.

Officiellement, ce programme de location doit porter sur des terres sans propriétaire. Il doit en outre permettre de moderniser l'agriculture tout en apportant à l'Éthiopie des capitaux, des technologies et des devises étrangères qui permettront au pays de se développer. On pointe également des retombées pour les communautés rurales. N'est-ce pas une bonne idée ?

Allez dire cela aux villageois de la région Amhara, du Gambella ou de l'Ogaden pour ne citer qu'eux. Ils subissent les exactions de l'armée et des milices privées qui veillent à la sécurité des grandes fermes des compagnies privées. Ces mercenaires font place nette pour les investisseurs et les protègent des mouvements de résistance. Ils n'hésitent pas à mener des expéditions punitives dans les villages en commettant des viols et toutes sortes de massacres.

Les paysans ne devaient-ils pas être relogés dans de meilleures conditions ?

Le programme de villagisation mené par le TPLF est encore pire que celui qu'avait conduit le Derg. La junte militaire avait voulu déplacer les populations frappées par la famine et, par la même occasion, vider des régions où la révolte grondait. L'opération avait été menée avec une violence criminelle, de nombreuses familles ne survivant pas au voyage. Mais le Derg avait tout de même lancé la construction d'infrastructures pour accueillir les déplacés et entendait résoudre le problème de la famine. Avec le TPLF, c'est encore pire. Le régime corrompu détourne l'argent destiné à la création des villages et se contente d'exproprier les paysans. Il les prive

des terres qu'ils cultivaient pour nourrir leur famille et les abandonne à leur sort.

L'Oakland Institute a ainsi recueilli une série de témoignages éloquentes[6]. « *Les promesses de nourriture et d'autres services sociaux faites par le gouvernement ne se sont pas réalisées, confie un paysan du Gambella. Alors, les gens reviennent dans leur ancienne ferme. L'argent promis aux écoles et aux cliniques n'est pas venu. Aucun médicament n'est fourni dans les vieilles cliniques. Le gouvernement reçoit de l'argent des bailleurs de fonds, mais ce n'est pas transféré vers les communautés.* » Un autre villageois de la même région témoigne sur l'implantation de Karuturi, une multinationale indienne : « *Mon village est l'un des plus pauvres du Gambella. Derrière nos huttes, il y avait des forêts qui nous fournissaient des fruits, des médicaments et de l'huile. L'arbre de karité a des fruits bons pour l'huile et l'alimentation. Lorsque Karuturi est venu, nous avons perdu tous les bienfaits de la forêt, car ils ont pris le terrain à côté du village et ont défriché toutes les terres. [...] À Karuturi, le travail est dur et le salaire est faible. Les gens commencent à travailler à 8 heures du matin et terminent très tard, avec une heure de pause seulement. Les gens se sont plaints et ont réclamé une augmentation des salaires. Mais il n'y a pas de changement. Beaucoup d'enfants ont quitté l'école. Karuturi embauche des mineurs pour travailler dans les champs. [...] Ils nous ont dit : "Maintenant, nous allons faire plus de choses. Construire des écoles, fournir des soins de santé et tout ce que vous demandez." Cela fait cinq ans, mais rien de ce qui a été promis ne s'est réalisé. Ils ne font rien. Mais l'ancien vice-président nous a dit : "Si quelqu'un se plaint d'eux, nous le mettrons en prison." [...] Après la récolte, au lieu de laisser les villageois recueillir les restes, ils y mettent le feu. Leurs fermes sont protégées par les Forces de défense éthiopiennes. Le bétail va là-bas, mais il n'est pas autorisé à brouter. Et comme le bétail continuait à brouter, ils ont pulvérisé des produits chimiques sur les cultures. Plus d'une vingtaine de bestiaux sont morts. Nous savons que le bétail va mourir, mais nous n'avons pas d'alternative. [...] Maintenant, beaucoup d'investisseurs viennent de l'étranger et des hauts plateaux. Nous n'avons pas d'informations sur eux, mais nous savons que lorsque les investisseurs augmentent, nos problèmes augmentent. Ils enlèvent la terre et les forêts dont nous dépendons.* »

On parle aussi de massacres et de nettoyages ethniques...

Les Amhara ont été victimes de cette politique meurtrière, particulièrement dans le sud du pays. Cette tragédie est passée sous silence, mais les statistiques démographiques commencent à soulever des questions dérangeantes. En effet, selon l'agence centrale des statistiques, le nombre d'Amhara vivant en Éthiopie est inférieur de 2,7 millions aux dernières projections. Les prévisions sont correctes pour les autres nationalités. Certaines ont même dépassé les chiffres prévus. Mais

pour les Amhara, il y a une différence difficilement explicable. Si bien que les Éthiopiens commencent à se demander où sont passés ces 2,7 millions d'Amhara. Des massacres ont par ailleurs été rapportés contre les Anuak du Gambella en 2003. Depuis, des milliers d'entre eux ont trouvé refuge dans des pays voisins comme le Soudan ou le Kenya. Il y a des témoignages terribles d'enfants qui ont vu leurs parents massacrés sous leurs yeux. Le gouvernement a répondu que les preuves étaient fabriquées et que le massacre des Anuak avait été commis par d'autres Anuak. Un réfugié, établi au Kenya, témoigne : « *Les Anuak sont partis en 2003-2004, après le massacre. Certains sont restés pour protéger la terre, afin qu'elle ne soit pas désertée. La délocalisation est difficile. J'ai été déplacé de la terre où mes ancêtres vivaient. J'ai été déplacé dans un nouvel endroit qui n'est pas fertile. Pour justifier la délocalisation, ils invoquent un meilleur accès aux services sociaux. Mais ça ne s'est jamais produit. Les gens meurent de maladies. Durant la délocalisation menée par les militaires, il y avait des meurtres. Des gens étaient torturés et battus. [...] Alors, les gens ont préféré partir pour rejoindre leurs parents réfugiés au Kenya. [...] Nous venons de terres fertiles. Nous habitons près des rivières, où il y avait du poisson. Maintenant, nous sommes jetés dans le désert pendant que des gens venus de l'étranger récoltent nos terres.* »

En 2007, le TPLF a encore conduit des opérations de nettoyage ethnique contre les peuples de l'Ogaden, dans les villages de Fik, Qoreh, Gode, Degehabur et Wardheer. Dans des raids meurtriers, les troupes de Zenawi ont massacré des milliers de paysans et ont violé les femmes. Voilà la face cachée du programme de location des terres. Ce programme dope la croissance économique éthiopienne et suscite l'admiration de nombreux économistes. Tout comme celle du président Obama qui a salué les efforts de Zenawi pour « *sortir des millions d'Éthiopiens de la pauvreté* ». C'est une honte.

Quel a été l'impact du modèle du *Developmental state* sur l'économie éthiopienne ?

Le TPLF voulait faire du Tigré le Singapour de l'Afrique. Le gouvernement s'est mis à privatiser à tour de bras pour attirer les investisseurs étrangers. Les capitaux ont afflué et la croissance économique a effectivement grimpé en flèche. Mais les brigands du TPLF n'ayant aucune vision pour le pays, il n'y a eu aucune retombée positive pour les Éthiopiens. Au lieu de cela, la corruption a pris une ampleur phénoménale. Des membres et des proches du gouvernement ont acquis des entreprises pour une bouchée de pain. À Addis-Abeba, des généraux se sont lancés dans l'immobilier. Ils ont fait construire de beaux buildings et des complexes résidentiels avec piscines et terrains de tennis. Mais lorsque vous comparez leurs fiches de paie et la valeur de ces bâtiments, ça ne colle pas ! En fait, pour le TPLF,

le *Developmental state* signifie développer ses poches aussi vite que possible. Car ils savent que tous leurs projets ont échoué et que le mécontentement ne cesse de croître. Alors que la dictature craque de toutes parts, l'enrichissement personnel est tout ce qui reste à ces bandits.

La croissance économique et les investissements des multinationales dans l'agriculture n'ont pas empêché la famine de frapper à nouveau l'Éthiopie. En avril 2016, l'ONU lançait un appel aux dons de 500 millions de dollars pour venir en aide à l'Éthiopie où dix millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire, dont 400.000 enfants au bord de la malnutrition sévère. Bon nombre d'analystes ont pointé le phénomène climatique El Nino qui a rendu les trois dernières saisons de pluie anormalement basses.

El Nino, c'est du vent ! Quand le TPLF a pris le pouvoir en 1991, il aurait pu faire de la sécurité alimentaire un objectif prioritaire. Il aurait pu investir pour moderniser l'agriculture, développer les infrastructures dans les communautés rurales, construire des moyens d'irrigation efficaces et constituer des stocks de nourriture. Au lieu de ça, le TPLF a vendu les meilleures terres à des multinationales qui exportent leur production pendant que les Éthiopiens crèvent de faim. Ce n'est pas El Nino le responsable. C'est le TPLF qui tue l'Éthiopie. La sécheresse est un phénomène naturel, pas la famine.

Alors que la croissance économique a atteint des records ces dernières années et que l'on parle du miracle éthiopien, le pays reste confiné en bas du classement de l'Indice de Développement Humain, à la 176e place ; et l'aide au développement a doublé depuis 2004 pour atteindre 3,8 milliards de dollars l'an dernier, faisant de l'Éthiopie le cinquième pays récipiendaire au monde. Étrange contraste, non ?

Les ONG sont nombreuses en Éthiopie. Leur travail permet-il de limiter la casse ?

L'Éthiopie est devenue totalement dépendante des ONG. Mais l'efficacité de ces associations est toute relative. John Markakis explique comment, au début des années 2000, les principaux organismes de financement comme la Banque Mondiale, l'USAID ou la FAO se sont intéressés aux méthodes traditionnelles des éleveurs nomades. Pour des raisons environnementales liées à la surexploitation des pâtures, ces organismes se sont mis à défendre la cause des éleveurs nomades avec le « zèle du converti ». Les grands organismes ont commencé à financer quantité de programmes. Les ONG ont poussé comme des champignons. Mais très peu de résultats au final pour les principaux intéressés. « *Un trait caractéristique du travail des ONG, c'est le manque de continuité*, note John Markakis. *Le discours des ONG regorge d'une anthologie de concepts prétendant assurer la "durabilité"*,

la “propriété collective”, l’“autonomisation des bénéficiaires”, les “projets participatifs” et d’autres choses impliquant que les communautés et les gouvernements locaux pourraient endosser le fardeau de la maintenance du projet après le départ des ONG. En vérité, malgré l’accent mis sur la main-d’œuvre intensive des technologies intermédiaires, la maintenance des coûts d’un projet moyen d’ONG est au-dessus des capacités techniques et financières des communautés et des gouvernements locaux. Les projets des ONG ont une durée de vie limitée. Quand l’argent cesse d’affluer, ils tombent à l’eau.» [7]

On peut en outre interroger le besoin de voir des ONG occidentales sans cesse débarquer en Afrique pour accomplir des missions de base que les États devraient remplir. Le continent africain est le plus riche du monde. Pourquoi faut-il compter sur des bienfaiteurs étrangers pour construire des écoles, des cliniques ou des puits ? Ailleurs, les pouvoirs publics remplissent ces missions. Les pays africains manquent-ils de moyens ? Non. Au contraire, ce continent regorge de richesses. Mais depuis des siècles, elles sont siphonnées par les puissances impérialistes. Quelle ironie ! Les richesses de l’Afrique partent vers l’Occident et en retour, l’Occident envoie ses ONG pour aider les pauvres Africains. Il est temps de laisser l’Afrique disposer souverainement de ses richesses.

Corruption, pauvreté, famine, massacres... Le gouvernement éthiopien ne doit pas faire que des heureux. Comment l’opposition s’organise-t-elle ?

Difficilement. D’abord parce que le TPLF détourne l’enveloppe de l’aide au développement pour acheter les autorités locales et renforcer la répression. La situation est terrible, si bien que les mouvements de protestation rencontrent d’énormes difficultés. En avril 2001 par exemple, des milliers d’étudiants ont manifesté dans la capitale Addis-Abeba. Les déshérités ont rejoint le mouvement en masse. La manifestation a dégénéré en émeutes et la police est intervenue en tuant des dizaines de personnes. Des centaines d’autres ont été blessées. Plusieurs milliers de manifestants ont été arrêtés, dont des étudiants, des enseignants et des membres de l’opposition. Zenawi s’est vu également offrir de nouveaux moyens pour réprimer la contestation après le 11 septembre. L’Éthiopie a ainsi profité des attentats du World Trade Center pour se poser comme un partenaire de choix dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l’Est. L’aide militaire des Etats-Unis à l’Éthiopie a d’ailleurs augmenté de dix-sept fois entre 2001 et 2004. Reconnaisante, l’armée éthiopienne a joué les sous-traitants en envahissant la Somalie pour combattre les rebelles islamistes. Le TPLF a également accueilli une base militaire au sud de la capitale d’où décollaient les drones d’Obama. Les Etats-Unis ont annoncé la fermeture de cette base il y a quelques mois. Mais ils garderaient une présence importante avec des détachements militaires dans

plusieurs régions ainsi qu'un aérodrome permettant aux avions du Pentagone de décoller pour mener des raids en Somalie.

L'enveloppe de l'Oncle Sam n'est toutefois pas uniquement destinée à combattre les islamistes dans la Corne de l'Afrique. Le TPLF l'utilise aussi pour réprimer l'opposition en Éthiopie. Il a d'ailleurs fait passer des lois liberticides pour lutter contre le terrorisme. Mais ce n'est qu'un prétexte pour écraser toute forme de contestation. Si bien que de nombreux journalistes et opposants politiques croupissent dans les geôles éthiopiennes. Ce qui permet au TPLF, à travers la coalition de l'EPRDF, de cadenasser le système et de remporter chaque élection avec des scores ubuesques. Dernièrement encore, le porte-parole d'un parti d'opposition a été emprisonné sur base des lois antiterroristes. Yonatan Tesfaye avait critiqué sur sa page Facebook la manière dont le gouvernement réprimait les protestations dans la région Oromo. Il a été inculpé pour incitation à des actes terroristes.

Le gouvernement détourne donc son arsenal antiterroriste contre l'opposition politique ?

Exactement. J'en profite d'ailleurs pour attirer l'attention de nos amis occidentaux sur le climat ultra-sécuritaire qui s'installe en France, en Belgique et ailleurs. Il faut prendre conscience du risque de voir les mesures antiterroristes détournées en Occident également. D'abord parce que ces gouvernements continuent à alimenter le terreau géopolitique et social sur lequel le terrorisme se développe. À quoi bon un État d'urgence si Hollande et Valls continuent à vendre des armes à l'Arabie saoudite, à bombarder la Syrie et à marginaliser toute une partie de la population ? Ensuite, ces gouvernements persévèrent dans leur politique d'austérité avec pour conséquence probable un durcissement des mouvements de protestation. Sans mettre un terme au terrorisme et alors que la colère sociale gronde, les gouvernements occidentaux vont donc se retrouver avec un appareil sécuritaire complètement renforcé. Vous voyez le tableau ? Les populations occidentales devraient se mobiliser avant qu'il ne soit trop tard.

Revenons à l'Éthiopie. Vous expliquiez qu'avec l'ethno-fédéralisme, le TPLF avait appliqué la bonne vieille recette coloniale : diviser pour régner. Quelles ont été les conséquences sur l'opposition politique ?

La plupart des mouvements d'opposition se sont développés sur des bases ethniques. Le problème n'est pas nouveau. Les différents régimes éthiopiens qui se sont succédé ayant été incapables d'appliquer le principe d'égalité des nationalités, des mouvements de résistance étaient apparus avec des revendications régionales et ethniques. Mais le phénomène a pris une ampleur encore plus importante avec le

fédéralisme du TPLF. Il existe pourtant des partis multi-ethniques qui défendent l'unité éthiopienne à l'image de Ginbot 7. Mais ces différents mouvements peinent à s'attirer mutuellement pour collaborer. Ils sont multi-ethniques sur papier. Dans les faits, les divisions sont tellement importantes que chacun essaie de tirer la couverture à lui. L'opposition éthiopienne a besoin de discussions ouvertes et de débats pour dégager des compromis et établir une confiance entre ses différents acteurs. C'est ce que j'essaie de construire depuis plusieurs années en multipliant les contacts avec différents groupes. Car le risque est de voir l'Éthiopie disparaître avec la dictature du TPLF.

La fin du régime pourrait entraîner la dislocation du pays si les mouvements d'opposition continuent à prêcher pour leur seule paroisse. L'Éthiopie est pourtant un beau pays qui dispose de toutes les ressources nécessaires pour que chacun y trouve son compte. Cela doit passer par le développement d'un État réellement démocratique. L'agonie du TPLF offre cette opportunité. Mais si les mouvements d'opposition ne s'unissent pas, nous assisterons à la balkanisation de l'Éthiopie. C'est-à-dire la division du pays en une série de petits États autonomes. Et cela se fera sans doute dans la douleur.

Y a-t-il aussi des risques de voir la communauté Tigré prise pour cible ?

Oui, car le sentiment anti-Tigré est devenu très fort. De fait, les cadres du TPLF se sont octroyé les postes les plus importants au sein de l'appareil d'État. La privatisation de l'économie a permis à leurs membres corrompus de s'enrichir. Dans l'armée aussi, l'hégémonie du TPLF est manifeste. Le manque de diversité est encore plus interpellant que dans les armées de Sélassié ou de Mengistu. Sur les dix plus hauts gradés que compte l'armée au niveau national, neuf sont Tigré. Parmi les vingt-deux chefs de division armée, treize sont Tigré. Et on en retrouve dix autres sur les treize commandants de centres d'entraînement militaire. Au total, l'armée éthiopienne compte soixante-quatre généraux. Quarante-neuf d'entre eux sont Tigré. Le Dr. Berhanu Balcha, membre du bureau scandinave du réseau des universitaires éthiopiens, tacle sèchement la mainmise du TPLF : « *Selon les principes de sa propre idéologie sur la juste et égale représentation des groupes ethniques, le TPLF, qui représente la province du Tigré avec 6 % de la population éthiopienne, aurait dû assumer un rôle minoritaire. Pour autant que son intention n'était pas d'imposer l'hégémonie d'une minorité ethnique à travers le fédéralisme ethnique. Parce qu'il a manœuvré à l'opposé des règles de son propre jeu, le TPLF opère comme un instrument de coercition et de domination plutôt que d'œuvrer pour l'égalité et la liberté. [...] La composition ethnico-fédérale de l'Éthiopie a été caractérisée par un monopole économique, une domination militaire et la suppression brutale des droits de la majorité du peuple éthiopien par le TPLF. En*

bref, le projet de fédéralisme ethnique en Éthiopie est devenu un outil pour l'exécution et la protection de la position hégémonique de la minuscule minorité des élites Tigré qui ont cherché à avoir la mainmise sur les ressources que l'État éthiopien contrôle et génère.« [8]

Le ressentiment contre les Tigré est donc important. Pourtant, l'élite corrompue du TPLF est loin de représenter l'ensemble de la population Tigré. Au contraire, les habitants de cette région sont autant victimes du TPLF que le reste des Éthiopiens. En renversant Mengistu, le Front de Libération du Peuple du Tigré avait promis d'améliorer le niveau de vie dans cette région parmi les plus pauvres d'Éthiopie. Mais tous les projets de Zenawi ont capoté. Aujourd'hui, les cadres du TPLF ne pensent qu'à s'en mettre plein les poches. Ils avaient promis la sécurité alimentaire pour leur région. Ils disaient : « l'industrie est le futur du Tigré ». Ils voulaient construire une ligne de chemin de fer stratégique entre Woldiya, un important centre commercial de la région Amhara, et Mekelle, la capitale du Tigré. Rien de tout cela n'a vu le jour. Près d'un million de Tigré dépendent toujours de l'aide alimentaire pendant que les cadres du TPLF placent leur argent dans des paradis fiscaux. En fait, le peuple du Tigré est doublement victime. Il subit la dictature du TPLF et reste confiné dans la misère comme tous les autres Éthiopiens. Mais il doit aussi composer avec la colère des autres nationalités à son égard.

La situation est telle que de jeunes officiers qui étaient membres du TPLF ont créé leur propre organisation, le Mouvement Démocratique du Peuple Tigré (TPDM). Quand vous leur demandez pourquoi avoir lancé un tel mouvement alors que leurs frères sont au pouvoir, ils vous répondent : « *Nous nous battons pour deux choses. 1. Pour réconcilier le peuple du Tigré avec le reste de l'Éthiopie. Parce que le TPLF a détourné notre combat malgré tous les sacrifices que nous avons consentis. Ils ont créé un antagonisme entre les Tigré et les autres Éthiopiens en commettant des crimes en notre nom. La seule façon pour les Éthiopiens de connaître la vérité est de combattre le TPLF. 2. Construire une relation stable et amicale avec l'Érythrée. Le TPLF a voulu les envahir mais les Érythréens sont nos voisins et nous n'avons aucune raison de nous entre-tuer.* »

L'an dernier, des révoltes ont éclaté dans les régions Oromo et Amhara avant de s'étendre ailleurs dans le pays. Avant cela, ce sont les musulmans d'Éthiopie qui avaient fait entendre leur colère dans des manifestations retentissantes entre 2011 et 2013. Quelles étaient leurs revendications ?

Ils protestaient contre l'ingérence du TPLF dans les élections au Conseil suprême des affaires islamiques, l'organe officiel de représentation des musulmans en Éthiopie. Dès le début de l'année 2012, la communauté musulmane d'Addis-Abeba

a commencé à manifester pacifiquement pour dénoncer les manœuvres du TPLF. Mais le 13 juillet, des policiers ont fait irruption dans la mosquée d'Awalia, dans le nord-ouest de la capitale. Ils ont battu des hommes et des femmes et ont procédé à des arrestations dans la mosquée. Après cet incident, le mouvement de contestation a pris de l'ampleur. La répression n'en est devenue que plus forte : arrestation massive de manifestants, de journalistes et de représentants religieux ; passages à tabac et torture... Ces violences ont été dénoncées par des associations comme Amnesty International.

La Constitution de 1995 devait pourtant garantir la liberté de culte et la séparation des Églises et de l'État. Comment expliquer cette ingérence du gouvernement ?

Au regard de l'histoire des musulmans d'Éthiopie, la Constitution marquait effectivement une avancée notoire. Selon une certaine tradition, les compagnons du Prophète Mohammed auraient débarqué dans le royaume d'Axoum, au nord de l'actuelle Éthiopie, pour fuir les persécutions à La Mecque. Dans les siècles qui ont suivi, l'islam s'est étendu depuis la péninsule arabique pour traverser la mer Rouge et gagner les côtes d'Abyssinie. Avec le commerce, il s'est diffusé dans l'est et le sud de la Corne de l'Afrique. Le sultanat du Choa a ainsi vu le jour au IXe siècle. En 1270, Yekuno Amlak établit une nouvelle dynastie salomonienne sur les ruines de l'ancien empire d'Axoum. Le monarque revendiquait une filiation avec le roi Salomon et la reine de Saba. Et l'Église chrétienne orthodoxe devenait un pilier du pouvoir. Par la suite, de Galawdewos à Sélassié en passant par Theodoros ou Menelik II, les monarques s'inscriront dans cette même lignée, présentant l'Éthiopie comme une île chrétienne entourée de musulmans. Il faudra attendre la dictature de Mengistu pour que les musulmans d'Éthiopie se voient reconnus comme citoyens à part entière. Mais le lieutenant-colonel maintiendra, au nom de l'unité éthiopienne, une main de fer sur la communauté musulmane comme sur l'ensemble de la population.

Quand Zenawi prend le pouvoir en 1991 à travers la coalition de l'EPDF, il garantit effectivement la séparation des Églises et de l'État. Il instaure en outre le fédéralisme ethnique. Le développement d'une administration décentralisée permet alors aux nationalités qui avaient été marginalisées d'accéder aux rouages de l'État. Évidemment, Zenawi et le TPLF gardent les postes-clés. Mais dans un premier temps, ce semblant de libéralisation entraîne l'adhésion des musulmans à travers différents groupes ethniques. L'ouverture du TPLF voit en outre différents courants religieux se développer en Éthiopie. Par exemple, les chrétiens pentecôtistes des États-Unis s'infiltrèrent dans la société. Ils ont des moyens importants, produisent des émissions de télévision et convertissent beaucoup de monde. Les wahhabites

acquièrent également une importance croissante. En fait, le TPLF est ouvert à tout. Si vous voulez détruire l'Éthiopie, il suffit de remettre une grosse enveloppe et le TPLF acceptera.

Le TPLF n'est pas si ouvert que ça visiblement puisqu'il tente de contrôler les organisations musulmanes...

L'ouverture a en effet posé problème à Zenawi. Il n'aura pas fallu longtemps pour mettre le pouvoir en alerte. Entre 1995 et 1996, une vague d'attentats traverse le pays. On assiste même à une tentative d'assassinat du président égyptien Hosni Moubarak alors en visite à Addis-Abeba. Zenawi pense alors avoir fait entrer le loup dans la bergerie. « *L'ouverture offerte par le régime au début des années 1990 a permis de connecter l'islam éthiopien à un "islam global", que ce soit par la littérature ou les échanges universitaires, souligne le chercheur Jean-Nicolas Bach. Cette connexion a ouvert une fenêtre à la politisation de l'islam et attisé les peurs des responsables politiques vis-à-vis des mouvements réformistes (salafisme, wahhabisme). Elle a également accentué la méfiance vis-à-vis des connexions internationales supposées de ces groupes "salafistes/wahhabites" avec le terrorisme. Cette lecture se trouve confortée par au moins trois facteurs : la représentation historique persistante d'une menace extérieure associée aux musulmans (menaçant l'unité et la stabilité du pays) ; le déclenchement dans les années 1990 de la lutte contre le terrorisme, qui s'accroît à partir du 11 septembre 2001 ; et l'engagement armé de l'Éthiopie en Somalie qui prend de nouvelles proportions à partir de 2006 et de la "menace" posée par l'Union des Tribunaux islamiques à Mogadiscio, puis des Harakat al-Shabaab al-Mujahidin (Shabaab).* »

Zenawi s'est donc montré plus méfiant à l'égard de l'islam. Pas pour les problèmes que les courants les plus réactionnaires pouvaient poser à l'Éthiopie. Mais pour les risques qu'ils faisaient courir à son autorité. D'autant plus que l'islam était un vecteur de convergence pour certains groupes d'opposition qui transcendaient les clivages ethniques. Une horreur pour Zenawi ! Il avait fait du fédéralisme ethnique un instrument de domination. Pour lutter contre cette nouvelle tendance, le TPLF va défendre un islam traditionnel soufi en opposition aux courants réformistes apparus plus récemment. Il va ainsi nommer de nouveaux membres au sein du Conseil suprême des affaires islamiques pour promouvoir Al-Ahbash, l'Association des Projets charitables islamiques. Ce mouvement a été fondé au Liban dans les années 60 par un cheik soufi éthiopien. Abdullah al-Harari était originaire de Harar, le cœur historique de l'islam éthiopien. Al-Ahbash a étendu sa sphère d'influence un peu partout dans le monde et plus particulièrement en Éthiopie. Comme il est opposé d'un point de vue dogmatique au salafisme et aux Frères musulmans et

qu'il se présente comme un mouvement modéré prônant la stabilité, Al-Ahbash jouit du soutien des autorités éthiopiennes.

Mais tous les musulmans d'Éthiopie n'acceptent pas Al-Ahbash...

C'est sûr. Nous assistons donc à une démocratisation des mouvements musulmans qui demandent au gouvernement de ne pas interférer dans leurs affaires. Si le TPLF va trop loin, la radicalisation de la communauté musulmane pourrait se développer. Les missionnaires pentecôtistes continuent par ailleurs leur mission de pacification mais n'hésitent pas à critiquer l'Église orthodoxe. Le gouvernement a tenté de prendre quelques mesures de rétorsion en interdisant le financement des associations religieuses par des fonds étrangers. Sans beaucoup de succès. À côté de ça, il y a la pauvreté et les contradictions de classes... Tout cela fait un cocktail particulièrement explosif.

La révolte des Éthiopiens dépasse même les frontières du pays. En mai 2015, ce sont les Falashas, les juifs d'Éthiopie, qui faisaient entendre leur colère en Israël. Quelles étaient les origines de ces manifestations sévèrement réprimées ?

Tout d'abord, l'Éthiopie est un pays multinational et multi-religieux. Les trois grandes religions monothéistes ont une présence historique en Éthiopie. Les juifs éthiopiens sont des Éthiopiens. Certes, ils vivent en minorité dans les montagnes du Nord des chrétiens orthodoxes, dans les provinces du Gondar et du Tigré. Mais historiquement, ils n'ont aucun lien avec Israël ni avec la Palestine.

Comment se sont-ils retrouvés en Israël alors ?

L'histoire d'Israël repose sur un mythe. Le peuple juif aurait fui la Palestine romanisée et, après deux mille ans d'errance, serait revenu sur sa « terre promise ». En réalité, l'historien Shlomo Sand^[9] a parfaitement démontré que la notion de peuple juif est caduque et que l'exil n'a jamais eu lieu. Le bassin méditerranéen a par contre connu une importante expansion du judaïsme entre le IIe siècle avant Jésus-Christ et le IIe siècle après Jésus-Christ avec la conversion de nombreux païens. La montée du christianisme d'abord et celle de l'islam ensuite a freiné le prosélytisme juif. Mais le judaïsme a malgré tout gagné certaines régions de la péninsule arabique et du Maghreb. Et au VIIe siècle, on a assisté à une conversion de masse dans le royaume khazar, entre la mer Noire et la Mer Caspienne. Les ashkénazes sont ainsi pour la plupart des descendants des Khazars.

Les sionistes ont construit cette histoire de peuple juif pour justifier la création d'Israël sur le territoire palestinien. Mais tous les juifs n'étaient pas forcément sensibles à cet appel au retour sur la terre promise. Une tuile pour les sionistes car il

fallait peupler l'État colonial et les juifs ne pouvaient pas y être minoritaires. C'est dans ce contexte que des attentats ont été perpétrés dans des synagogues irakiennes par un réseau clandestin de sionistes. L'idée était d'effrayer les juifs d'Irak pour les faire fuir en Israël. Naeim Giladi faisait partie de ce réseau[10]. Il raconte comment son père l'a mis en garde quand il a manifesté son désir de partir en Israël. « *Tu nous conduis au désastre*, lui a dit son père. *Nous sommes juifs et nous sommes arabes. Tu ne dois pas croire ces gens qui t'ont embrigadé. Toute notre vie est ici. Un jour, tu reviendras la queue entre les jambes.* » Dans *Discord in Zion*, un autre Giladi raconte comment des juifs séfarades ont tout quitté pour rejoindre Israël[11]. Il y avait des avocats, des médecins ou des enseignants qui occupaient une bonne position dans la société irakienne par exemple. Mais arrivés en Israël, ils ont subi le racisme des ashkénazes, ils étaient considérés comme des moins que rien. Des séfarades de la seconde génération vont d'ailleurs créer une branche israélienne du mouvement des Black Panthers pour protester contre cette ségrégation.

Manifestation de juifs éthiopiens en Israël.

Et les juifs éthiopiens dans tout ça ?

Depuis sa création, Israël a considérablement étendu son territoire. Mais cela a posé un défi démographique de taille aux sionistes. Ils ont donc fait venir des juifs de partout pour peupler l'État colonial avec la loi du retour qui permet à tout juif de prétendre à la nationalité israélienne. Les Falashas d'Éthiopie ont commencé à débarquer à partir des années 80. On estime qu'ils seraient aujourd'hui 120.000 en Israël, dont 80.000 nés sur le sol israélien. Mais depuis les années 2010, alors que la crise économique frappe aussi Israël, le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu s'active à couper le flux des migrants venant d'Éthiopie. Pire, une enquête révélait en 2012 que le ministère de la Santé avait contraint les Éthiopiennes juives à prendre un contraceptif durable avant de les autoriser à s'installer en Israël. En une dizaine d'années, ce procédé aurait fait chuter le taux de natalité des juifs éthiopiens de 50 %.[12]

De fait, les Falashas sont considérés comme des citoyens de seconde zone et subissent une discrimination terrible. Par exemple, en 2013, un don de sang d'une députée noire a été refusé. La consigne venait du Ministère de la Santé qui craignait que le sang des juifs éthiopiens propage des maladies comme le sida. Près de 40 % des familles éthiopiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté alors que la proportion est de 16 % pour l'ensemble de la population juive d'Israël. De plus, les prisons pour mineurs sont remplies à 40 % par des Éthiopiens. Tous ces problèmes ont amené les Falashas à se révolter l'an dernier, après la diffusion d'une vidéo

montrant un soldat juif éthiopien agressé sans raison par des policiers. Comme pour les sépharades par le passé, les nouvelles générations des Falashas sont plus revendicatives. J'espère que toutes les forces démocratiques d'Israël pourront s'unir aux victimes de l'apartheid et aux travailleurs qui subissent les mesures d'austérité. S'ils joignent leurs efforts contre ce gouvernement d'extrême droite, il pourrait y avoir des changements en Israël et peut-être même, un large front uni avec les Palestiniens.

En Éthiopie aussi, une union des forces progressistes est nécessaire. Pensez-vous que les mouvements d'opposition parviendront à dépasser les clivages ethniques ?

C'est absolument vital. J'ai connu personnellement des cadres du TPLF dont Zenawi. D'abord dans les mouvements estudiantins lors des manifestations contre Sélassié. Ensuite, à la chute du Derg, il y avait beaucoup d'espoir et j'ai servi le gouvernement comme diplomate. Mais je me suis rapidement heurté à la vacuité politique des dirigeants du TPLF et j'ai quitté mon poste. Ces bandits n'avaient pas de projet pour l'Éthiopie. Ils ne pensaient qu'à s'enrichir et ils ont tout vendu : les entreprises nationales, les terres agricoles et même les enfants ! De jeunes Éthiopiennes sont ainsi réduites à l'esclavage dans les monarchies du Golfe. Leurs employeurs confisquent leur passeport puis les font travailler dans des conditions terribles.

Aujourd'hui, les jours du TPLF sont comptés. Le gouvernement vient d'ailleurs de décréter l'état d'urgence. Je ne pense pas qu'il pourra contenir encore longtemps la pression populaire. Le TPLF a fait de l'Éthiopie un État échoué. Mais ce pays dispose d'importantes ressources et occupe une position stratégique. L'Éthiopie a l'opportunité d'écrire une nouvelle page de son Histoire. Après avoir connu les dictatures de Sélassié, du Derg et du TPLF, elle peut redresser la tête. Il faudra cependant que les mouvements d'opposition s'unissent pour construire l'avenir. Avec la patience et le dialogue, c'est possible. De manière générale, les problèmes de la Corne de l'Afrique pourraient être résolus de cette manière. C'est ce que l'Érythrée préconise depuis longtemps : réunir les acteurs locaux autour de la table et discuter sans interférence des puissances étrangères. Les pays de l'Afrique de l'Est ont un intérêt commun à voir la région se développer. Le chaos en Somalie, les guerres fratricides, les divisions soudanaises et peut-être la balkanisation de l'Éthiopie... Tout cela n'est pas dans l'intérêt des Africains.

Avec la chute du TPLF, les Etats-Unis pourraient perdre un allié de taille en Afrique. Pensez-vous qu'ils pourraient tenter de sauver le régime ?

Je ne vois pas comment. L'impérialisme ne fait pas de miracle. Les dirigeants

éthiopiens ont longtemps masqué la réalité. Ils ont même payé pour gagner le soutien des Etats-Unis. Vous savez, chez les impérialistes aussi vous trouvez des gens paresseux qui n'essaient pas de comprendre le monde et que l'on peut acheter en profitant de leurs ambitions personnelles. Hillary Clinton fait partie de ces gens-là. Dans son livre *Clinton Cash*[\[13\]](#), le journaliste Peter Scwheizer enquête sur les financements de la Fondation Clinton et des campagnes de Hillary. Il explique notamment qu'en mai 2007, Mohammed al-Amoudi, le milliardaire saoudien d'origine éthiopienne dont nous avons déjà parlé, avait fait un don de 20 millions de dollars à la Fondation Clinton.

Une association éthiopienne active dans la défense des droits humains avait prévenu Bill Clinton que ce don était une tentative d'influencer la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Éthiopie. En effet, lorsqu'Amoudi avait fait ce don, un membre du Congrès US venait d'introduire un projet de loi visant à revoir les relations américano-éthiopiennes. Pour le député Donald Payne, l'argent que les Etats-Unis envoyaient chaque année à l'Éthiopie — des millions de dollars venant des contribuables — devait être conditionné à un progrès des droits humains. Une tuile pour le TPLF et Amoudi qui s'enrichissaient sur le dos des Éthiopiens en réprimant toute forme de contestation. L'association éthiopienne avait donc prévenu les Clinton : *« Nous avons des raisons de penser que cette énorme donation a été faite pour le compte du gouvernement éthiopien. [...] Cheikh Amoudi, le propriétaire du célèbre Hotel Sheraton éthiopien, n'est pas vraiment connu pour sa philanthropie. Des organisations locales luttant contre le sida avaient demandé des sommes dérisoires au milliardaire, mais elles ont été rejetées. Alors, pourquoi un homme fortuné venant d'un des pays les plus pauvres du monde dit non aux organisations de son pays, mais crache facilement 20 millions de dollars pour une organisation américaine basée à des milliers de kilomètres ? [...] Le travail de la Fondation Clinton en Éthiopie est lâchement entremêlé aux opérations du gouvernement. Nous vous conseillons vivement d'aller au-delà du gouvernement et de chercher des organisations communautaires indépendantes qui travaillent étroitement avec les pauvres. »* L'association éthiopienne n'a jamais eu de réponse. Ensuite, Hillary Clinton est devenue Secrétaire d'État. Et malgré les craintes sur la corruption et les droits humains, les Etats-Unis ont continué à envoyer de l'argent au gouvernement éthiopien.

Si Hillary Clinton devient présidente des Etats-Unis, le TPLF aura donc un allié de choix à la Maison-Blanche ?

Il faudrait déjà que le TPLF tienne jusque-là. Or, je pense qu'il est trop tard pour sauver ce régime corrompu. Et je pense aussi que les Etats-Unis le savent. L'Éthiopie est un État échoué que le TPLF ne peut plus contrôler. Ses leaders ne

font que brandir des portraits de Zenawi. Ils vivent à travers un fantôme. Mais ils ne contrôlent plus rien.

Mais vous disiez que les Etats-Unis n'avaient pas de plan B pour remplacer le gouvernement actuel. Que pourraient-ils faire alors ? Une croix sur l'Éthiopie ?

Nous avons vu, dans la *Stratégie du chaos*[\[14\]](#), comment l'impérialisme US est entré en crise. D'une part à cause de la montée en puissance des pays émergents. D'autre part à cause des fiascos militaires d'Afghanistan et d'Irak. Après la chute de l'Union soviétique, les Etats-Unis pensaient pouvoir dominer le monde. Ce devait être la « Fin de l'Histoire ». Mais l'ascension des BRICS, principalement la Chine et la Russie, nous a fait passer d'un monde unipolaire à un monde multipolaire. Les Etats-Unis ne sont plus en mesure de tout contrôler. C'est pourquoi ils appliquent la stratégie du chaos. À défaut de pouvoir dominer les pays du Tiers-Monde riches en matières premières, il faut pouvoir priver les concurrents de ces accès nécessaires à leur développement.

Comme l'analyse Saïd Bouamama, à chaque âge du capitalisme correspond un type de domination[\[15\]](#). La colonisation a marqué la naissance et l'enfance du capitalisme. « *Le pillage et la destruction des civilisations amérindiennes ainsi que l'esclavage ont été les conditions pour que le mode de production capitaliste puisse devenir dominant dans les sociétés européennes, explique Saïd Bouamama. La colonisation n'est ensuite que le processus de généralisation des rapports capitalistes au reste du monde.* » Le deuxième âge du capitalisme est marqué, au vingtième siècle, par la formation des monopoles. « *Ce sont progressivement de grands groupes industriels qui dirigent l'économie et le capital financier devient prépondérant, poursuit Saïd Bouamama. Le lien physique et subjectif entre le propriétaire et sa propriété disparaît au profit du lien entre le coupon de l'action boursière et l'actionnaire. Le grand colon propriétaire terrien cède la première place à l'actionnaire des mines. Cette nouvelle structure du capitalisme appelle une nouvelle forme de la domination politique, le néocolonialisme.* »

Aujourd'hui, le capitalisme est entré dans une phase sénile avec des crises à répétition qui ne laissent entrevoir aucune reprise. « *La conséquence en est une quête du profit maximum par n'importe quels moyens. Dans cette concurrence exacerbée en situation d'instabilité permanente, le contrôle des sources de matières premières est un enjeu encore plus important que par le passé. Il ne s'agit plus seulement d'avoir pour soi-même un accès à ces matières premières, mais aussi de bloquer l'accès à ces ressources pour les concurrents. [...]* À la mutation de la base matérielle du capitalisme correspond une mutation des formes de la

domination politique. L'objectif n'est plus principalement d'installer des gouvernements "fantoques" qui ne peuvent plus résister durablement aux colères populaires. Il est de balkaniser par la guerre afin de rendre ces pays ingouvernables. De l'Afghanistan à la Somalie, de l'Irak au Soudan, le résultat des guerres est partout le même : la destruction des bases mêmes des nations, l'effondrement de toutes les infrastructures permettant une gouvernabilité, l'installation du chaos. Il s'agit désormais de balkaniser les nations. »

Les Etats-Unis seraient donc prêts à voir l'Éthiopie sombrer ?

Ils n'ont pas beaucoup d'autres choix. Le fédéralisme et la balkanisation sont devenus les nouveaux ingrédients de l'impérialisme. Regardez ce qu'ils ont fait en Libye. Les impérialistes ont exacerbé les tensions entre les tribus de la Cyrénaïque et le pouvoir central. Aujourd'hui, le pays est en proie au chaos. Le fédéralisme et la partition de la Libye sont évoqués pour sortir de l'impasse. Même chose en Syrie. L'Otan et ses alliés ont fait voler en éclat la mosaïque confessionnelle de cet État laïc en soutenant des groupes sectaires. La balkanisation de la Syrie pourrait accoucher de petits États définis par leur nature religieuse ou ethnique : un État pour les sunnites, un autre pour les alaouites, un autre pour les Kurdes, etc. Parce qu'ils ne sont pas capables d'imposer des gouvernements fantoches à la place des régimes attaqués, les impérialistes semblent se diriger vers un morcellement du Moyen-Orient. Et ils peuvent tirer profit de cette situation. En effet, en liquidant les derniers bastions du nationalisme arabe, les Etats-Unis vont se retrouver avec une région morcelée en petits États antagonistes qui ne présentera plus beaucoup de danger. De plus, cette politique de la terre brûlée n'empêche pas les impérialistes de se ménager des territoires où ils peuvent encore faire fructifier leurs intérêts. L'exemple du Kurdistan irakien est significatif. Depuis la chute de Saddam et le démantèlement des structures étatiques, l'Irak a sombré dans le chaos. Mais le Kurdistan irakien est à l'abri de la tempête. Et ses dirigeants en ont fait un eldorado pour les multinationales.

L'impérialisme fonctionne comme ça aujourd'hui. Il cherche les facteurs de division pour détruire des pays, mieux contrôler certaines régions et bloquer le développement de ses concurrents. L'impérialisme va ainsi exacerber les tensions religieuses ou ethniques. Et s'il n'est pas possible de diviser un peuple sur ces bases-là, il trouvera autre chose. Il créera un fédéralisme entre les hommes et les femmes ou bien entre les gens de grande taille et les petits !

En Éthiopie, avec le fédéralisme ethnique, les bases de la balkanisation sont déjà posées...

La création de l'Éthiopie moderne s'est réalisée à travers un processus de

centralisation du pouvoir qui a assimilé le nationalisme éthiopien à la culture de la classe dominante. Ménélik II puis Haïlé Sélassié ont ainsi imposé la culture amhara à l'ensemble de la population sans tenir compte de la diversité du pays. Cela a créé un déséquilibre entre le centre de l'Éthiopie, où était concentré le pouvoir, et la périphérie où vivaient de nombreuses ethnies. Avec la révolution de 1974, le Derg avait promis que toutes les nationalités seraient traitées sur un même pied d'égalité. Mais Mengistu s'est montré incapable de démocratiser l'Éthiopie, si bien que le chauvinisme amhara a perduré. Le TPLF est allé plus loin en instaurant le fédéralisme ethnique. Le découpage de l'État en régions relativement autonomes devait garantir un meilleur partage du pouvoir politique et des richesses. Dans les faits, l'élite Tigré a gardé le monopole du pouvoir et la périphérie a continué à survivre avec les miettes du revenu national. Ce déséquilibre permanent entre le centre et la périphérie a effectivement posé les bases d'une division de l'Éthiopie, les mouvements d'opposition se développant pour la plupart sur des bases ethniques. D'abord parce que le nationalisme éthiopien était perçu comme un instrument de domination de la classe dirigeante. Ensuite parce que le TPLF a officialisé les divisions avec le fédéralisme et s'est employé à saper toute forme d'héritage du nationalisme éthiopien.

Le TPLF avait tort dans son analyse. Le principal problème de l'Éthiopie n'est pas l'égalité des nationalités. Le principal problème est la domination d'une classe sociale sur l'ensemble de la population ; une classe sociale qui par le passé a imposé sa culture ; une classe sociale qui, hier comme aujourd'hui, monopolise le pouvoir et les richesses. Le salut de l'Éthiopie passera donc par un État réellement démocratique. Et quand je parle de démocratie, il ne s'agit pas seulement d'aller glisser un bulletin de vote dans une urne tous les quatre ou cinq ans. Non, il faut un État qui garantisse un partage équitable du pouvoir et des ressources. Alors, la diversité ne sera plus un problème, mais une source de richesses.

Source: [Investig'Action](#)

[1] Eric Hobsbawm, *Les bandits*, Ed. Zones, 2008.

[2] John Markakis, *Ethiopia. The Last Two Frontiers*, James Currey, 2011

[3] Jacques Bureau, *Éthiopie. Un drame impérial et rouge*, Editions Ramsay, 1987

[4] *Meles Zenawi est mort, premier ministre éthiopien*, sur [Huffington Post](#), 21 août 2012.

[5] Markakis, *ibid.*

[6] Voir *We Say the Land is Not Yours* (2015) sur [oaklandinstitute.org](#)

[7] Markakis, *ibid.*

[8] Berhanu Balcha, A minority domination and ethnic federalism in Ethiopia, 2009. Consultable en ligne sur ethiomeia.com

[9] Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Flammarion, 2010.

[10] Naeim Giladi, *Ben-Gurion's Scandals: How the Haganah and the Mossad Eliminated Jews*, Dandelion Books, 2003.

[11] G.N. Giladi, *Discord in Zion : Conflict Between Ashkenazi and Sephardi Jews in Israel*, Interlink Publishing Group Incorporated, 1990

[12] Mathieu Olivier, Juifs mais Éthiopiens, Israël ne veut plus d'eux, in [Jeune Afrique](#), 3 juillet 2013.

[13] Peter Scwheizer, *Clinton Cash : The Untold Story of How and Why Foreign Governments and Businesses Helped Make Bill and Hillary Rich*, Harper Paperbacks, 2015

[14] Michel Collon et Grégoire Lalieu, *La stratégie du chaos, impérialisme et islam. Entretiens avec Mohamed Hassan*, Editions Investig'Action-Couleur Livres, 2011.

[15] Saïd Bouamama, *Colonialisme, néocolonialisme et balkanisation : Les trois âges d'une domination*, sur [Investig'Action](#), 9 mai 2016.

Mohamed Hassan est un ancien diplomate éthiopien, spécialiste du monde arabe et de la Corne de l'Afrique. Grégoire Lalieu est journaliste, membre du collectif Investig'Action depuis 2009. Retrouvez [La Stratégie du chaos](#) (en e-book) et [Jihad made in USA](#) sur notre boutique.